



## Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies

Vol. 20, n°1 | 2016  
Varia

---

# Police et ordre public en France et en Angleterre (1750-1850). Les perspectives de l'historiographie contemporaine

## Introduction

*Police and Public Order in France and England (1750-1850). Perspectives from current historiography*

**Emmanuel Berger and Clive Emsley**

---



### Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/chs/1638>  
DOI: 10.4000/chs.1638  
ISSN: 1663-4837

### Publisher

Librairie Droz

### Printed version

Date of publication: 1 June 2016  
ISBN: 978-2-600-01953-8  
ISSN: 1422-0857

### Electronic reference

Emmanuel Berger and Clive Emsley, « Police et ordre public en France et en Angleterre (1750-1850). Les perspectives de l'historiographie contemporaine », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [Online], Vol. 20, n°1 | 2016, Online since 01 June 2018, connection on 19 April 2019. URL : <http://journals.openedition.org/chs/1638> ; DOI : 10.4000/chs.1638

---

This text was automatically generated on 19 April 2019.

© Droz

---

# Police et ordre public en France et en Angleterre (1750-1850). Les perspectives de l'historiographie contemporaine

## Introduction

*Police and Public Order in France and England (1750-1850). Perspectives from current historiography*

**Emmanuel Berger and Clive Emsley**

---

- 1 Les études réunies dans le présent numéro ont été présentées le 4 avril 2014 lors de la conférence que nous avons organisée à l'Institut d'Études avancées de Paris sur le thème « Police et ordre public en France et en Angleterre (1750-1850). Perspectives de l'historiographie contemporaine »<sup>1</sup>. La rencontre se situait dans le cadre du renouveau majeur des recherches menées dans le domaine de l'histoire des polices, de part et d'autre de la Manche. Dans un contexte scientifique particulièrement dynamique auxquels les programmes CIRSAP et SYSPOE ont grandement contribué, il nous a semblé important de croiser les regards posés en Angleterre et en France sur l'état d'avancement de leurs travaux respectifs. En établissant les points de rencontres entre des courants historiographiques qui ont évolué suivant des traditions et des rythmes fort différents, nous avons souhaité tracer un certain nombre de pistes qui permettront, nous l'espérons, de nourrir et d'enrichir les recherches futures. Dans le vaste paysage des problématiques liées au champ des polices, nous avons privilégié celles mettant en lumière leur rôle dans le maintien de l'ordre public. Ce prisme permettra d'observer non seulement l'établissement, l'organisation et la composition des multiples organes policiers mais surtout leurs actions et interactions concrètes dans des espaces géographiquement distants et politiquement hétérogènes.
- 2 Lorsque l'on compare l'état des travaux menés sur la France et l'Angleterre, on est tout d'abord frappé par la différence de traitement réservé à la période charnière de la

Révolution française et de l'Empire napoléonien. Côté anglais, on compte un nombre impressionnant de recherches portant sur les organes du maintien de l'ordre public. En France, alors même que les réformes adoptées par l'Assemblée constituante entraînent de profonds changements dans l'organisation de la police, les études restent extrêmement limitées, particulièrement pour la France métropolitaine. La raison de ce désintérêt s'explique sans doute par la césure chronologique imposée par les traditions universitaires entre époques modernes et contemporaines. Trop peu d'historiens osent encore dépasser cette division et investir l'histoire des polices de part et d'autre de la rupture révolutionnaire. En Angleterre, une telle césure n'ayant pas lieu d'être, les chercheurs ont généralement embrassé la 2<sup>e</sup> moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle et le premier XIX<sup>e</sup> siècle en une seule période caractérisée par une approche de l'ordre public relativement homogène. Ce constat ne se limite pas à la police et est également valable pour le champ judiciaire. Il s'explique plus largement par l'intérêt ancien porté aux principes de la Common Law. Alors que les historiens et les juristes anglais mettaient en avant les convictions d'un William Blackstone dans la force et la permanence du droit anglais, leurs homologues français des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles reléguaient les réformes juridiques et légales de la période révolutionnaire au rang d'innovations « intermédiaires ».

- 3 Parallèlement à la difficulté de reconnaître l'originalité et l'héritage du nouveau modèle d'ordre public instauré en 1791, le « retard » pris par les travaux dans l'espace français peut s'expliquer de manière plus prosaïque par la moindre accessibilité des sources. On reste en effet rêveur face à la multiplicité des outils numériques offerts aux historiens anglais, que ce soit à travers la mise en ligne des journaux, des débats parlementaires ou des jugements du Old Bailey. *A contrario*, le chercheur français attend depuis 200 ans la publication complète de la 1<sup>re</sup> série des Archives parlementaires qui sont arrêtées à ce jour au 2 décembre 1794. C'est dans ce contexte que Vincent Denis s'est attelé à l'étude des premiers pas des commissaires de police de Paris élus en 1791. Le constat de notre méconnaissance profonde de la police révolutionnaire vaut également pour la période ultérieure. Paradoxalement, alors même que la nature policière du régime napoléonien a été constamment débattue, les articles d'Antoine Renglet et de Michael Broers nous rappellent qu'en dehors des affaires d'espionnage et de haute police, le « système policier » napoléonien nécessite encore de nombreuses investigations, que ce soit en France métropolitaine, dans les départements « nouvellement réunis » ou dans les marges de l'Empire. Si les récents travaux d'Aurélien Lignereux<sup>2</sup>, de Pierre-Olivier Boudon<sup>3</sup> et de Catherine Denys<sup>4</sup> ont permis des avancées considérables, il n'en reste pas moins que les organes policiers ont tendance à être appréhendés soit depuis les seules sources parisiennes, soit dans leur singularité. Les contributions de Vincent Denis, d'Antoine Renglet et de Michael Broers mettent en évidence la nécessité de ne pas étudier séparément « le gendarme » ou « le commissaire de police » mais d'analyser leur activité à travers les multiples interactions établies entre les différentes composantes du maintien de l'ordre public, à savoir les organes administratifs (préfets, maires), les policiers « subalternes » (agents, inspecteurs), les magistrats (juges de paix, juges d'instruction, parquet), les commissaires généraux, ou encore les militaires (garde nationale, colonnes mobiles, garnisons). Cette perspective est d'autant plus intéressante que les carrières professionnelles ne sont pas nécessairement figées. À travers le cas des polices privées dans le nord industriel de l'Angleterre, Barry Godfrey et de David Cox montrent notamment la mobilité entre les inspecteurs du Worsted Committee et les policiers locaux (county/borough police).

- 4 Dans la continuité de cette démarche, il importe d'étudier les relations entretenues avec les « administrés ». La problématique paraît fondamentale dans la mesure où, lors des premières années de la Révolution, les commissaires de police, tout comme les magistrats et les membres des administrations sont élus. Il s'ensuit que l'application des lois est liée au consentement des populations qui ont choisi localement leurs représentants pour l'exercice quotidien du maintien de l'ordre. En 1791, plusieurs commissaires de police parisiens ont occupé antérieurement des fonctions similaires. Leur action reste dès lors teintée d'un paternalisme propre à la culture d'Ancien Régime mêlant conciliation, remontrance et « correction ». En cas de résistance ou de refus des populations de se soumettre aux politiques du gouvernement, les commissaires se trouvent tiraillés entre la légitimité de la loi, expression de la souveraineté nationale, et la légitimité de l'opposition de citoyens qui les ont élus et qui représentent également une part du peuple souverain. De telles tensions sont particulièrement visibles au moment des crises politiques. Ainsi, à la suite de la fuite de Louis XVI, de nombreux incidents opposent la garde nationale réputée favorable au roi et la population des sections parisiennes des Arcis et du Louvre. À l'occasion de ces conflits, les commissaires de police tentent de prendre la défense de leurs concitoyens et se plaignent des actes arbitraires perpétrés par la garde.
- 5 Des phénomènes identiques de « *class sympathy* » sont relevés dans le nord de l'Angleterre, quoique dans des environnements très différents. Alors que les policiers sont victimes de nombreuses agressions et sont perçus comme des intrus par la classe ouvrière, les *Worsted inspectors* sont volontairement épargnés du fait de leur intégration à l'espace de travail. L'intégration est cependant relative et n'implique pas l'absence de sentiments de haine et de défiance à l'égard d'individus défendant les intérêts des patrons. L'implantation complexe des forces de police, qu'elles soient privées ou publiques, au sein des territoires nuance l'affirmation des historiens Whig anglais suivant laquelle le Bobby est uniquement un citoyen en uniforme qui détient son autorité et sa légitimité de ses concitoyens. Une telle affirmation implique l'identification claire d'un groupe de criminels qui menaceraient une population dont ils seraient socialement ou « ethniquement » distincts. Cette image idéale ne résiste guère à l'enquête historique. Partout en Europe, des villes et des quartiers se peuplent de groupes ethniques hétérogènes et de populations migrantes qui sont l'objet de stigmatisation de la part des forces policières et judiciaires. Toutefois, à travers une analyse statistique des données produites par les *Newgate Calendars*, Peter King nous invite à faire preuve de prudence dans notre compréhension des rapports de classe. Il montre également à quel point les comportements de la police et des magistrats à l'égard des migrants sont complexes. Si l'on excepte les affaires de violences perpétrées par les Irlandais, la grande majorité des Écossais, des Gallois, des Allemands, des Juifs ou encore des Noirs ne semble pas avoir été discriminée. En réchappant plus fréquemment à la peine de transportation, les migrants auraient même bénéficié d'un traitement plus favorable que les Anglais.
- 6 Ces résultats invitent à mener de plus amples recherches sur l'influence des différences régionales dans les rapports entre polices et populations. Récemment, David Churchill a soutenu que le maintien de l'ordre dans l'Angleterre victorienne était nettement moins dirigé par l'État que l'image que ce dernier réussit à véhiculer<sup>5</sup>. Des conclusions semblables peuvent-elles être tirées ailleurs ? En France, l'abandon des fonctions administratives, policières et judiciaires éligibles à partir du Consulat ne met pas un terme à l'adaptation des autorités locales aux rationalités des populations. Michael Broers

souligne la méfiance de Napoléon à l'égard des pouvoirs régnicoles, toujours suspects d'ententes illégales et de contournement de la loi. La méfiance se fera de plus en plus forte à mesure que le recours à la conscription s'intensifie et provoque

résistances et révoltes. Dans ce contexte, les brigades de gendarmerie installées en Vendée, dans le Midi, puis dans les marges de l'Empire n'ont pas pour mission de s'intégrer aux populations mais d'assurer l'exécution autoritaire des politiques du gouvernement. À cette fin, les gendarmes restent casernés, les mariages avec les « indigènes » sont découragés et surtout le paiement de leur solde dépend du ministère de la guerre afin de s'assurer de leur fidélité. Une telle politique n'est pas sans rappeler que les membres de la *Irish Constabulary* n'étaient pas supposés fréquenter les populations. Si l'un d'entre eux se mariait avec une fille de la localité, le couple était muté hors du district d'origine. Cette disposition découlait de la conviction communément partagée par les officiers supérieurs et les gouvernants que le meilleur moyen d'assurer le maintien de l'ordre consistait à établir des policiers étrangers aux contrées où ils étaient détachés.

- 7 Sur le terrain, la situation était cependant plus compliquée. La plupart des polices locales étaient en effet composées d'individus issus du même territoire. C'était notamment le cas, en France, des commissaires de police rémunérés par les municipalités dans lesquelles ils exerçaient. Le recours à des policiers locaux et « étrangers » est révélateur d'une volonté de fonder le maintien de l'ordre sur une concurrence entre pouvoirs. En fonction des contextes, celle-ci peut aboutir à des frictions ou à une coopération entre les différents acteurs en charge de l'ordre public. À Anvers, sous l'Empire, la correspondance entre le maire, le préfet et le commissaire général laisse apparaître de fortes tensions provoquées par le chevauchement de leurs compétences. À Bradford, au contraire, la bonne coopération entre police privée et police s'explique par une compréhension claire du champ d'action de chacune : les vols commis dans les usines étaient considérés comme des affaires privées relevant des *Worsted inspectors*. Une telle délimitation apparaît également en matière de mandat : les *Worsted inspectors* pouvaient obtenir un mandat de perquisition mais jamais de mandat d'arrêt réservé à la police. L'exemple du procès des Irlandais de la paroisse de St Giles en 1799 montre également que les forces responsables du maintien de l'ordre pouvaient s'entendre dans les situations de crise. Alors que le mandat d'arrêt à l'origine de la rébellion contre l'intrusion policière dans l'auberge *King's Arms* était illégal, le juge chargé de l'affaire prit ouvertement le parti de la *Bow Street police*. Peter King explique cette solidarité et l'absence d'un procès équitable par les pressions politiques et la peur engendrée par la Révolte irlandaise de 1798.
- 8 L'attention accordée par les contributions de ce numéro aux contextes et aux époques nous rappelle l'importance de la chronologie dans l'analyse historique. C'est le cas de l'institution policière dont on fait généralement correspondre la naissance en France à la nomination du premier lieutenant général de police de Paris en 1667. Plus récemment, dans un cadre favorable aux interprétations foucaaldiennes, Paolo Napoli a identifié la loi du 12 nivôse an IV (2 janvier 1796) qui sépare le ministère de la police générale de celui de l'intérieur comme un moment clé dans le développement du maintien de l'ordre<sup>6</sup>. Au Royaume-Uni, on fait traditionnellement remonter l'origine de la police à la création en 1829 par Sir Robert Peel, alors ministre de l'intérieur (*Home Secretary*), de la *Metropolitan Police of London*. Cette origine est contestée par certains Écossais qui

revendiquent l'antériorité de leur propre police, tandis que des formes du Constabulary irlandais sont certainement antérieures à 1829<sup>7</sup>.

- 9 L'intérêt porté actuellement à l'histoire des polices a quelque peu mis de côté la question de la primauté nationale dans leur création. Les chercheurs se sont plus particulièrement intéressés à l'identité des acteurs du maintien de l'ordre de même qu'à la diversité de leurs tâches. La naissance de la police « moderne » en Europe s'inscrit à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle dans le cadre d'un développement rapide des politiques d'ordre public. Au cours de cette période, tant la France que l'Angleterre établissent des structures policières qui restèrent pratiquement inchangées jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Celles-ci, quoique différentes, ont servi de références à d'autres nations. Dans le cas anglais, les institutions civiles offraient aux libéraux du XIX<sup>e</sup> siècle un modèle permettant de contester l'organisation du maintien de l'ordre des régimes dans lesquels ils vivaient. Ainsi, les libéraux italiens considéraient *il bobby inglese* comme une institution idéale mais pour laquelle le peuple italien n'était pas encore prêt ; pour les libéraux prussiens, la représentation du policier anglais permit de critiquer la nature autoritaire de leur gouvernement<sup>8</sup>. Napoléon III fut impressionné par la police londonienne et assura vouloir adopter une organisation similaire dans sa propre capitale. De nombreux pays d'Europe continentale développèrent leurs structures de maintien de l'ordre à partir des commissaires de police et des gendarmes « exportés » par les armées révolutionnaires et napoléoniennes. Les politiciens et observateurs anglais suivirent la tradition établie à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et cimentée par 25 années de guerre qui consistait à rejeter toute innovation française. Cette position n'empêcha cependant pas la création d'une forme de gendarmerie en Irlande (*Irish Constabulary*), même si elle n'en portait pas le nom. Elle n'empêcha pas également certains gentlemen des comtés ruraux de recruter pour leur police locale des officiers supérieurs issus de la gendarmerie irlandaise. Enfin, les administrateurs de l'Empire considéraient cette même gendarmerie comme la force la mieux adaptée aux colonies britanniques<sup>9</sup>.
- 10 Les réformes de l'organisation du maintien de l'ordre intervenues de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle n'étaient pas circonscrites à l'Angleterre et à la France. La plupart étaient liées aux changements de structures de pouvoir au sein des puissances européennes. L'Église avait déjà perdu beaucoup de son autorité avant les Lumières, sous l'action de monarques jaloux de leur puissance. Tant la sécularisation progressive que l'influence des philosophes des Lumières provoquèrent un changement fondamental de paradigme dans les rapports à la faute. Celle-ci était désormais perçue moins comme un péché inspiré par le diable que comme le produit d'un choix libre et individuel. Dans cette configuration, le péché s'est transformé peu à peu en un crime. À la même époque, l'émergence d'États et d'Empires centralisés encouragea la mise en place de nouvelles formes de bureaucratisation. Les gouvernements se montrèrent peu à peu réticents à confier leurs compétences régaliennes à des compagnies ou à des individus privés. En France, à la veille de la chute de l'Ancien Régime, la ferme générale était sans doute la compagnie la plus puissante et créa, pour collecter les impôts, sa propre police. Lors de la suppression de la ferme générale à la Révolution, la poursuite des fraudeurs fut attribuée à la police. En Angleterre, la situation était différente. Barry Godfrey et David Cox nous montrent que la police privée resta en activité et continua à se développer au début du XIX<sup>e</sup> siècle dans certains secteurs économiques en croissance, telle que l'industrie lainière du Yorkshire.

- 11 Le faible nombre de travaux sur les polices privées ne permet pas d'établir si l'influence d'organisations tel que le *Worsted Committee* se retrouve ailleurs en Angleterre. Il serait intéressant de prolonger les recherches en la matière et d'évaluer plus précisément l'empreinte des polices privées et, ce, au-delà du XIX<sup>e</sup> siècle. Nous savons que, dans plusieurs pays, les policiers de l'état ont pu être embauchés ou s'occuper d'intérêts privés dans divers domaines, allant de l'usine aux théâtres<sup>10</sup>. L'Angleterre n'était certainement pas la seule contrée à posséder des polices liées aux secteurs privés, qui ne se limitaient pas au recrutement de gardiens de nuit. La surveillance des ports offre un autre exemple. Le maintien de l'ordre sur les docks de la Tamise et de Londres était structuré depuis les années 1790 mais devint par la suite étroitement intégré à l'organisation générale de la police de la métropole. Il serait souhaitable de disposer de plus d'études consacrées au maintien de l'ordre dans les ports. Comme le relève Antoine Renglet à propos d'Anvers, les brèches ouvertes dans le Blocus continental imposé par Napoléon constituaient une préoccupation majeure de la police. L'article met également en lumière une autre problématique qui nécessiterait plus d'attention. Quels furent, à la chute de l'Empire, les principes, institutions et structures exportées ou imposées par les Français qui ont été conservés ou, au contraire, écartés après le rétablissement des monarchies ? L'exemple anversoise montre que certains fonctionnaires du régime français furent retenus et parfois même promus : Giljams nommé adjoint du maire chargé de la police sous le Consulat devint commissaire spécial en 1816. De tels hommes étaient clairement suffisamment expérimentés et compétents pour exercer leur fonction mais présentaient le défaut d'avoir été au service de l'occupant français. Le maintien de Giljams s'explique-t-il par le fait que les provinces belges étaient perçues différemment dans le Royaume des Pays-Bas ou ce type de phénomène se rencontre-t-il ailleurs ? Comme nous l'avons vu précédemment, la plupart des monarques semblent, en 1815, avoir trouvé dans la gendarmerie un instrument de maintien de l'ordre adapté à leur principauté<sup>11</sup>. Toutes ces questions nous montrent l'importance de mener de plus amples recherches sur les migrations tant des populations que du personnel policier afin de mesurer leur impact sur l'organisation et les pratiques du maintien de l'ordre public.

---

## BIBLIOGRAPHY

### BIBLIOGRAPHIE

- Barrie, D.G., *Police in the Age of Improvement : Police development and the civic tradition in Scotland*, Cullompton, Willan Publishing, 2008.
- Boudon, J.O. (ed.), *Police et gendarmerie dans l'Empire napoléonien*, Paris, Éditions SPM, 2013.
- Churchill, D.C., « Rethinking the State Monopolisation Thesis : The Historiography of Policing and Criminal Justice in Nineteenth-Century England », *Crime, histoire & sociétés/Crime, history & societies*, 2014, 18, 1, p. 131-52.

Denys, C., *La police de Bruxelles entre réformes et révolutions (1748-1814). Police urbaine et modernité*, Turhout, Brepols, 2013.

Emsley, C., *The Great British Bobby : A history of British policing from the eighteenth century to the present*, London, Quercus, revised edn. 2010.

Emsley, C., *Gendarmes and the State in Nineteenth-Century Europe*, Oxford, Oxford University Press, 1999.

Hughes, S.C., « Poliziotti, Carabinieri e "Policemens" : il bobby inglesi nella polizia italiana », *Le Carte e la Storia*, 1996, 2, p. 22-31.

Jessen, R., *Polizei im Industrierivier Modernisierung und Herrschftepraxis im westfälischen Ruhrgebiet 1848-1914*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1991.

Johansen, A. M., « Lost in "Translation" : The English policeman through a German monocle, 1848-1914 », *History*, 2013, 98, p. 750-768.

Lignereux, A., *Servir Napoléon. Policiers et gendarmes dans les départements annexés, 1795-1814*, Seyssel, Champ Vallon, 2012.

Napoli, P., *Naissance de la police modern. Pouvoir, normes, société*, Paris, La Découverte, 2003.

Palmer, S.H., *Police and Protest in England and Ireland 1750-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

Williams, C.A., « Constables for hire : the history of private "public" policing in the UK », *Policing and Society*, 2008, 18, 2, p. 190-205.

## NOTES

1. Cette conférence a été organisée dans le cadre du programme « ?Investissements d'avenir ? » géré par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR-11-LABX-0027-01 Labex RFIEA +).
2. Lignereux (2012).
3. Boudon (2013).
4. Denys (2013).
5. Churchill (2014).
6. Napoli (2003).
7. Barrie (2008), p. ?6 ; Palmer (1988).
8. Hughes (1996) ; Johansen (2013).
9. Emsley (2010) p. ?98-114.
10. Jessen (1991), p. ?58-9, 77-82 et 119-20 ; Williams (2008).
11. Emsley (1999).

## AUTHORS

**EMMANUEL BERGER**

Université de Namur, Département d'histoire, 5000 Namur (B) - emmanuelberger@hotmail.com



**CLIVE EMSLEY**

Open University, Department of History - Walton Hall, Milton Keynes MK7 6AA (UK) -  
c.emsley@open.ac.uk